

# MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES : FIN OU PAUSE DANS LE CYCLE HAUSSIER ?

En 2014, les marchés des matières premières ont été influencés par la chute du prix du pétrole, un tonnage record de grains, le net ralentissement de la croissance chinoise et la hausse du dollar. Pour 2015, les prévisions de l'organisme Cyclope<sup>1</sup>, indiquent que les prix de la plupart des matières premières vont, en moyenne annuelle, être inférieurs à leur niveau de 2014. A plus long terme, les projections à l'horizon 2024 restent incertaines et surtout divergentes entre celles de l'USDA et celles de la Commission européenne.

<sup>1</sup> Cyclope est une société d'études, spécialisée dans l'analyse des marchés mondiaux de matières premières et de commodités. [www.cercle-cyclope.com](http://www.cercle-cyclope.com)

L'année 2014 a été marquée par la chute du prix du Brent, qui est passé de 112 \$/baril en juin 2014 à 62 \$/b en décembre 2014. Ce décrochage est lié à la baisse de la demande mondiale et à la stratégie saoudienne visant à ne pas réduire son volume de production afin d'affaiblir le secteur pétrolier américain. Autre élément marquant en 2014, les prix des produits alimentaires ont diminué. La production mondiale de grains a atteint un niveau record (plus de 3 milliards de tonnes pour les céréales et les oléagineux).

Le troisième fait notable pour 2014 est le ralentissement de la croissance chinoise. En effet, la demande de la Chine est un élément majeur pour de nombreux marchés. La Chine a terminé l'année 2014 sur une croissance de 7,3 %. Globalement le taux de croissance du PIB mondial est estimé à

3,1 % en 2014, un taux inférieur à celui des années précédentes. Enfin, un autre facteur a été déterminant pour les marchés en 2014, il s'agit de la hausse du dollar. La devise américaine a profité de la relative bonne santé économique des Etats-Unis (+2,3 % de croissance en 2014), de la faiblesse des économies des autres devises (euro, yen) et de l'annonce faite par la FED de mettre fin à sa politique monétaire non conventionnelle de Quantitative Easing.

## PERSPECTIVES DE PRIX EN 2015 ORIENTÉES À LA BAISSÉ

Les perspectives de croissance au niveau mondial sont modérées selon des analyses des membres du Cercle Cyclope. Pour la Chine, le PIB ne devrait progresser que de 7,2 %, le taux le

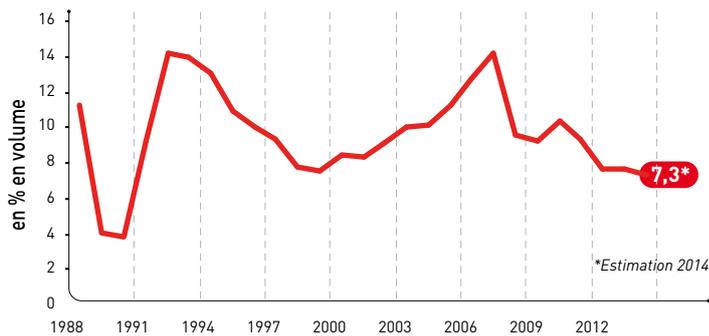


LA PRODUCTION MONDIALE  
A ATTEINT UN NIVEAU RECORD  
(PLUS DE 3 MILLIARDS DE TONNES  
POUR LES CÉRÉALES ET LES OLÉAGINEUX)  
EN 2014.

●●● plus bas depuis 25 ans (graphique 1). Les perspectives de croissance au Brésil sont très faibles et même négatives pour la Russie, un pays fortement dépendant de la rente pétrolière. La baisse du prix du pétrole devrait également avoir un impact positif sur la croissance française mais la baisse des recettes pour les pays pétroliers risque aussi de faire diminuer leurs importations, et notamment céréalières.

Du point de vue agricole, les perspectives 2015 pour les prix sont prévues à la baisse. Les prix du soja ont diminué fin 2014 après une récolte importante aux Etats-Unis et en Amérique du Sud et la baisse pourrait se poursuivre. Mais l'évolution des cours du soja dépendra davantage de la demande chinoise que de l'offre américaine. En blé, malgré des disponibilités importantes il existe des sources de tensions. En effet, la Russie a décidé de taxer ses exportations. Or les blés russes ont en général une qualité supérieure, donc non substituable facilement. Des volumes supplémentaires pourraient cependant être exportés par l'Inde, ce qui ferait baisser les prix. L'évolution de la demande pour l'Algérie, l'Iran ou l'Egypte dépendra aussi du prix du pétrole.

### Taux de croissance du PIB de la Chine



899 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : OCDE

### PROJECTIONS À L'HORIZON 2024 CONTRARIÉES DEPUIS LA BAISSÉ DU PRIX DU PÉTROLE

Plusieurs organismes internationaux se sont penchés sur les projections à plus long terme. En décembre 2014, la Commission européenne a publié ses perspectives sur les marchés agricoles et le revenu 2014/2024. Ses hypothèses reposent sur les éléments disponibles en septembre 2014. L'étude tient compte de la nouvelle PAC 2014-2020, des politiques

actuelles, ainsi que de l'embargo russe sur les produits agroalimentaires européens. Au niveau macro-économique, la Commission fait l'hypothèse d'une certaine robustesse de la croissance mondiale (3,6 % en 2024), de la remontée du prix du pétrole (126 \$ en 2024) et du taux de change euro/dollar (1,37 €/€ en 2024).

La Commission estime que la demande mondiale pour les cultures arables est solide, conduisant à des exportations européennes importantes. Les biocarburants tireraient la demande en céréales et oléagineux mais compte tenu de la



**ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE EUROPÉENNE ET RETOUR À LA CROISSANCE PERMETTRAIENT UNE AUGMENTATION DE LA DEMANDE EN VIANDE.**

© monkeybusiness fotolia.com

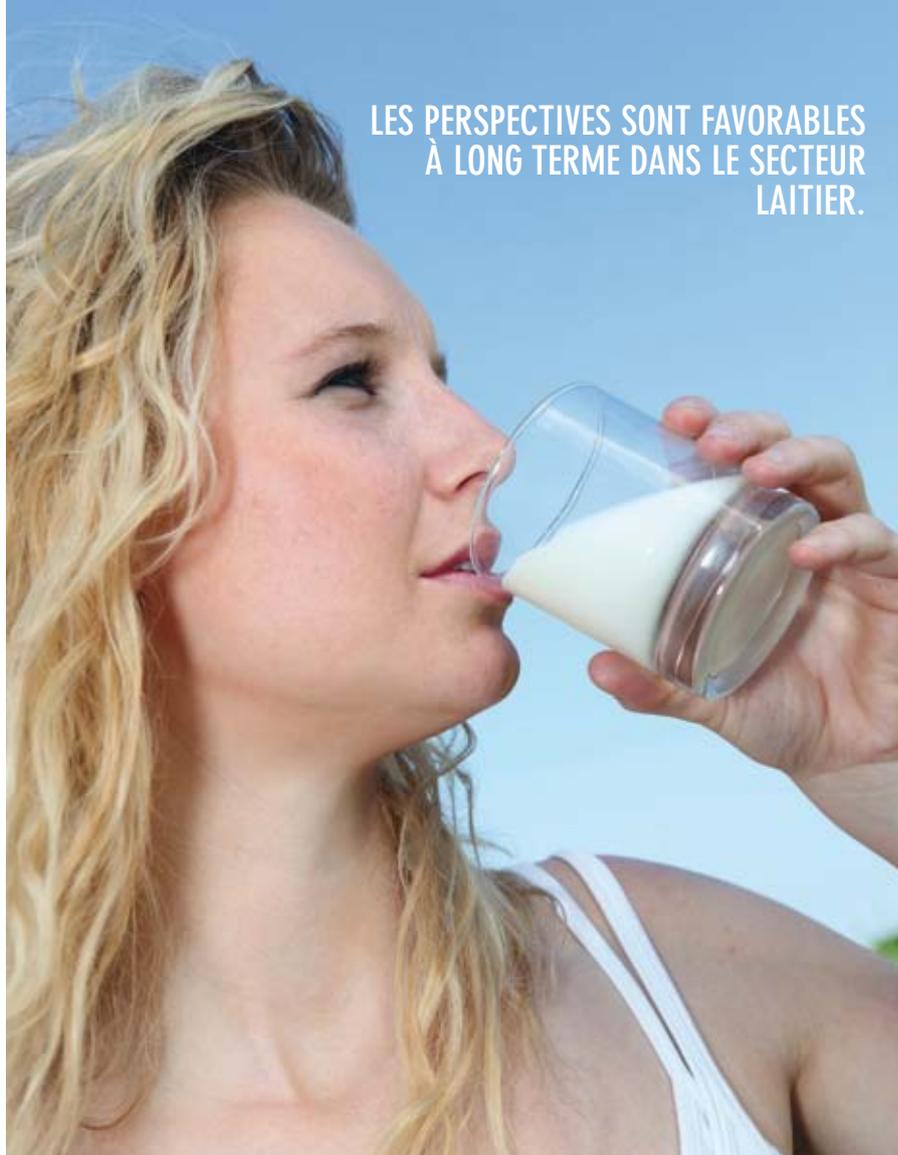
**265 \$**  
par tonne  
pour le blé

**232 \$**  
par tonne  
pour le maïs

**540 \$**  
par tonne  
pour les graines  
oléagineuses.  
Prévision de prix mondiaux  
de la Commission  
européenne pour 2024

faible hausse de la consommation ces dernières années et de l'absence de politique fortement incitative, la croissance de la consommation de biocarburants est moins élevée que pour les précédentes projections de la Commission. La demande serait aussi soutenue par la hausse de la demande des filières animales. La production de céréales dans l'UE est ainsi prévue en légère hausse, dans la poursuite de la tendance de long terme, avec davantage de blé et de maïs, au détriment des autres types de céréales. En fonction de ces paramètres, la Commission table sur un prix mondial du blé de 265 \$/t en 2024, de 232 \$/t pour le maïs, de 540 \$/t pour les graines oléagineuses. Pour le prix européen, la Commission prévoit 175 €/t (240 \$/t) pour le blé, 179 €/t (245 \$/t) pour le maïs et 413 \$/t (566 \$/t) pour le colza.

Les hypothèses de hausse démographique à l'échelle européenne et le retour de la croissance économique, conduisent également la Commission à estimer une augmentation de la demande en viande et une hausse des importations pour y faire face. Après une brève hausse de la production de viande bovine, en lien avec la hausse du cheptel laitier, la tendance baissière devrait à nouveau être à l'œuvre dans l'UE. La production porcine devrait,



LES PERSPECTIVES SONT FAVORABLES  
À LONG TERME DANS LE SECTEUR  
LAITIER.

quant à elle augmenter. Mais la hausse de la production de viande concernerait surtout la viande de poulet, en raison de ses avantages (prix attractif, image santé, faible coût de production, durée d'élevage réduite, ...).

Dans le secteur laitier, les perspectives restent favorables sur long terme en raison de la vigueur de la demande mondiale et ce, malgré une baisse des prix à court terme. La demande interne a un potentiel de croissance limité mais reste un débouché primordial (près de 90 % de la production de lait de l'UE est consommée dans l'UE). La hausse de la production laitière reste également limitée à la fois par la production dans d'autres pays exportateurs, la croissance de la demande mondiale et des contraintes environnementales.

Les exercices de projections restent limités par de fortes inconnues concernant d'éventuels aléas climatiques ou sanitaires qui auraient un impact sur la production et les prix. Les simulations de prix de la Commission montrent d'ail-

leurs que les variations possibles sont très importantes. Par exemple pour le maïs, 80 % des simulations de prix sont comprises entre 140 et 230 €/t en 2024 (contre 150 €/t en 2014). La volatilité des marchés conduit également la Commission à modéliser le prix du lait au producteur entre 300 et 420 €/t en 2024.

Mais compte tenu des hypothèses de prix élevés pour le pétrole, de taux de change et de croissance économique, les projections sont déjà remises en cause. Une telle chute du prix du pétrole n'avait pas été anticipée. Or, le prix de l'énergie est très corrélé aux prix des autres matières premières et les projections de l'USDA, qui prennent en compte le faible prix du pétrole fin 2014, n'arrivent pas aux mêmes perspectives de prix. Le retour à une croissance économique mondiale et une sortie complète de la crise économique restent incertains, tout du moins en Europe. En Russie, en Egypte ou dans d'autres pays dépendant des recettes pétrolières, la récession pourrait être importante en 2015 et donc compromettre la demande. ●●●

## DES PROJECTIONS AMÉRICAINES BEAUCOUP MOINS OPTIMISTES

L'USDA a publié en février 2015 ses propres projections 2024. Partant d'une croissance mondiale similaire à celle affichée par la Commission européenne, l'USDA indique toutefois que c'est dans le ralentissement des économies émergentes qu'il faut chercher les signes annonciateurs de la baisse des prix agricoles à l'horizon 2024. Selon ces projections, la croissance de la Chine pourrait être inférieure à 7 %, contre plus de 10 % en moyenne sur la période 1991-2000. Le prix du baril de pétrole brut se redresserait à partir de 2018 pour atteindre en 2024 118 \$.

Quant aux prix agricoles, l'USDA et la Commission les annoncent en retrait par rapport aux pics des années 2008 et 2012,

arables disponibles dans le monde, du fait d'une part d'une diminution des dépenses de R - D dans certaines régions, d'autre part d'une contrainte hydrique de plus en plus prononcée, en particulier en Méditerranée, et enfin d'une demande de qualité de grains qui dissuade certains pays d'en produire faute de moyens permettant d'envisager de répondre à cette demande.

Concernant les prix (prix de campagnes) obtenus par les producteurs américains, ils s'établissent en moyenne comme suit sur la période 2015/2016-2024/2025 : 177 \$/t pour le blé, 140 \$/t pour le maïs, et 335 \$/t pour le soja. Ces prix sont éloignés des pics antérieurs, puisque, si l'on ne prend que l'exemple du blé, le prix durant les campagnes 2009-2010 et 2014-2015 étaient respectivement de 238 \$/t et 217 \$/t. Ces résultats sont intéressants à plus d'un titre. D'abord par le contraste

qu'ils établissent avec les projections émanant de la Commission européenne, même s'il s'agit dans le cas américain de prix sortis ferme et non mondiaux. Ensuite par rapport aux prix de référence définis dans le Farm Bill de 2014. A l'horizon 2024, les prix affichés y sont inférieurs, de quoi faire jouer les dispositifs de protection du revenu des producteurs de produits de grandes cultures, sauf peut-être pour le soja. C'est le cas notamment du Price Loss Coverage Program (P.L.C).

L'aide versée au producteur est égale à la différence entre le prix de référence (pour le blé, il a été fixé dans le Farm Bill à 202 \$/t) et le prix de marché annuel moyen (177 \$/t dans les projections 2024), à laquelle on multiplie successivement le

rendement historique et la surface historique), afin de couvrir 85 % du chiffre d'affaires. Toutefois, et c'est le dernier point, le revenu moyen des agriculteurs ne connaîtrait pas d'augmentation significative à l'horizon 2025, tout juste une stabilisation aux alentours de 75 à 76 milliards de dollars, grâce notamment à la diminution des coûts des intrants.

## LE RETOURNEMENT ACTUEL DES PRIX : DURABLE OU PAS ?

Le retournement des prix des matières premières en 2014, et qui, pour certaines d'entre elles, se poursuit depuis janvier 2015 à l'instar du cuivre, est-il annonciateur d'une interruption durable du cycle haussier enclenché en 2007-2008 ? Beaucoup le pensent, mais il convient d'arbitrer entre les forces tirant les prix vers le bas et celles pouvant inverser la dynamique en cours. Le ralentissement de la demande mondiale semble ne pas être retenu ni par la Commission ni par l'USDA. Selon les deux projections, la production devrait globalement continuer à croître, mais selon des rythmes annuels contrastés. Il faudra compter également sur le rôle de la finance internationale, qui détient des liquidités importantes, et d'autant plus que la BCE a enclenché un Quantitative Easing qui risque de nourrir les comportements spéculatifs, amplifiant la volatilité des cours.

On savait que la tendance haussière serait accompagnée de phases de volatilité. D'ailleurs, les cours du soja, du blé et du maïs se sont un peu redressés depuis quelques semaines (graphique 2). C'est sans doute l'une d'elles que les marchés traversent depuis près d'un an. Si la baisse des prix des matières premières devait se prolonger, ce serait pour les pays producteurs, dont la majorité sont des pays en développement, une bien mauvaise nouvelle. Prévisionniste spécialiste des marchés des produits de base, voici une profession à haut risque. L'économiste dans le rôle de la voyante Madame Irma en quelque sorte. ●

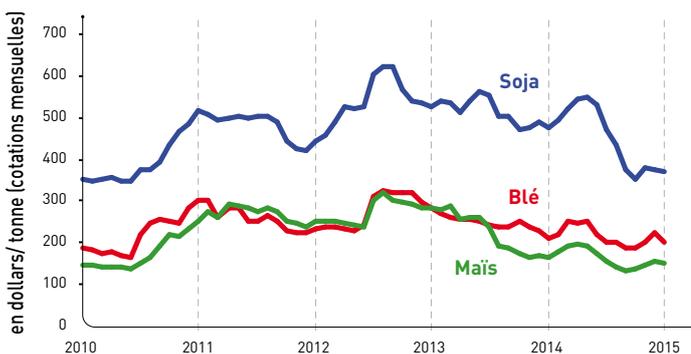
Viviane PONS-THÉVENOT  
Thierry POUCH

Chambres d'agriculture France  
Direction économie des agricultures et des territoires



en dépit d'une poursuite tendancielle de la hausse de la demande mondiale. Ce qui différencie les deux exercices réside dans le fait que pour la Commission, les prix sont supérieurs à ceux affichés par l'USDA. Pour le Ministère américain de l'agriculture, ils reculeraient de 25 à 30 % pour les grandes cultures. Il faut y voir l'impact d'une moindre exploitation des terres

Prix des matières premières agricoles Chicago



1421 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

Source : CME